

University of British Columbia

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Le Canada a tempéré mieux que d'autres pays le ralentissement économique mondial. C'est grâce, en partie, à l'établissement méthodique du budget avant et pendant le ralentissement de l'économie. Nous reconnaissons que cette discipline financière sera maintenue après la stabilisation et le rétablissement de l'économie mondiale. Chose remarquable pendant cette période de réduction budgétaire, le gouvernement fédéral n'a pas renoncé à mener des politiques visant à entretenir un environnement solide, propice à l'innovation. Au moyen de la stratégie fédérale en matière de science et de technologie, du groupe d'experts mené par Tom Jenkins et des budgets successifs qui cherchaient à établir l'équilibre entre recherche et développement et réduction budgétaire, le gouvernement a reconnu que la réussite d'un pays est ancrée dans sa capacité de recherche et d'innovation. Le succès relatif du Canada pendant le ralentissement économique mondial a permis à notre pays, plus que tout autre, sans doute, de transformer cette crise en possibilités à exploiter – afin de nous positionner encore plus solidement. Pour ce faire, nous devons réoutiller davantage l'innovation. Le Canada doit axer plus profondément ses politiques et ses dépenses sur l'innovation dans l'ensemble de l'espace économique : les secteurs des ressources naturelles, les TIC, les sciences de la santé et d'autres industries clés, notamment. Aujourd'hui, il est difficile de concevoir que l'on puisse exploiter une entreprise ou organiser la pratique de soccer de notre enfant sans téléphone intelligent. Depuis les deux dernières décennies, une nouvelle industrie a émergé, et peu de gens l'avaient prédit. À l'heure actuelle, nous ignorons à quoi ressemblera le nouveau BlackBerry, l'iPad ou Internet. Ce que nous savons, c'est que ces industries ont vu le jour grâce au dynamisme de l'économie de l'innovation. Les chercheurs de l'Université de la Colombie-Britannique (UBC) transforment en idées et en technologies les investissements consacrés à l'innovation. Que ce soit en développant de nouveaux produits à partir de la pâte de bois, comme un film qui bloque la lumière infrarouge et réduit la chaleur du soleil, ou en mettant au point de nouvelles technologies de la santé, comme un instrument utilisant la fibre optique qui sert à diagnostiquer le mélanome, et a le potentiel d'éliminer le recours à la biopsie des lésions, ces chercheurs créent continuellement de nouveaux marchés et de nouvelles industries. Une économie de l'innovation dynamique, c'est une économie où les talents, les chercheurs et l'infrastructure de recherche ont accès à un financement stable et durable. Nous encourageons le gouvernement à continuer à faire des investissements stratégiques du genre, afin de renforcer l'avantage concurrentiel du Canada, alors que prend fin le ralentissement économique mondial.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

La création d'emplois, cela concerne les gens – pas seulement les personnes compétentes qui profitent de nouvelles possibilités d'emploi, mais également celles qui créent ces possibilités d'emploi – les personnes talentueuses qui ont la vision et l'esprit d'entreprise qu'il faut pour concrétiser des idées et créer les emplois de demain. Pour opérationnaliser ces entreprises, nous avons besoin de bâtisseurs d'entreprises, tout comme nous avons besoin de spécialistes et de techniciens. Plus tôt, ce mois-ci, le gouvernement de la Colombie-Britannique a annoncé sa stratégie en matière de technologie. Dans le cadre de cette stratégie, le gouvernement parle des entreprises qui se démarquent dans le milieu de l'innovation. Parmi les onze entreprises citées, huit ont un lien avec l'UBC – trois d'entre elles dérivent de l'UBC, et, ce qui est peut-être plus important encore, cinq d'entre elles ont été fondées ou sont dirigées par des diplômés de l'UBC. De plus en plus, les personnes qui réussissent à se trouver du travail et les personnes qui offrent des chances d'emploi ou d'avancement ont suivi des études supérieures et ont des liens dans le monde entier. L'importance de créer des réseaux internationaux et de bien comprendre les enjeux mondiaux ne cessera de croître. Pour réussir dans l'économie de demain, les Canadiens doivent agir et penser selon une perspective mondiale. L'UBC a eu l'honneur, récemment, de recevoir le ministre Fast, qui est venu parler d'un rapport mis à jour par Roslyn Kunin, dans lequel on souligne l'importance des études à l'étranger sur l'économie canadienne. Nous sommes également impatients de lire un rapport, à paraître sous peu rédigé par le président de la Western University, M. Amit Chakma, qui explique comment le Canada et les universités canadiennes peuvent mieux se positionner à l'échelle internationale. Cependant, nous tenions à souligner plus précisément l'importance des jeunes Canadiens qui vont étudier à l'étranger. Il s'agit d'une stratégie particulièrement importante pour améliorer la compétitivité du Canada. En effet, selon les études, les étudiants qui font des études à l'étranger ont un impact beaucoup plus grand que les étudiants étrangers qui viennent étudier au pays. En dépit de nos efforts, seulement 12 % des étudiants canadiens du premier cycle ont fait un séjour à l'étranger avant l'obtention de leur diplôme, comparativement à environ 20 %, aux États-Unis, et plus de 30 %, en Allemagne. C'est pourquoi nous encourageons le gouvernement à investir dans un programme qui permettra aux étudiants canadiens d'avoir au moins une expérience internationale et en fera les créateurs d'emplois de demain.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Les défis démographiques auxquels fait face le Canada sont bien connus. Afin de surmonter ces défis, le Canada doit faire en sorte qu'un plus grand nombre de jeunes rejoignent le marché du travail et s'assurer que ces jeunes travailleurs créent ou occupent des postes qui requièrent des compétences avancées et qui, par conséquent, sont plus payants. Cette stratégie à deux volets – procurer des emplois plus payants à un plus grand nombre de jeunes travailleurs – est essentielle pour établir la base financière nécessaire pour soutenir une population vieillissante. Nous ne pouvons compter uniquement sur la cohorte d'étudiants canadiens inscrits dans nos universités. D'après la tendance actuelle, le taux de croissance des effectifs est censé atteindre son maximum aussi tôt qu'en 2012-2013. À ce moment-là, la diminution importante de la taille des cohortes de jeunes commencera à affecter les effectifs, pour

atteindre un creux au niveau postsecondaire en 2025-2026; la population étudiante aura alors baissé de 9 %, par rapport au sommet précédent atteint 13 ans plus tôt. Dans ce contexte, on doit s'attarder sur deux aspects particuliers : recruter activement des personnes talentueuses à l'étranger et améliorer l'effectif autochtone et la réussite scolaire dans les établissements postsecondaires. Le gouvernement a déjà élaboré un certain nombre de programmes qui visent à attirer au Canada les talents étrangers. En outre, en collaboration avec le secteur privé, le gouvernement canadien est résolu à faciliter l'accès au marché du travail canadien. On doit applaudir ces mesures et les développer davantage. Le gouvernement doit veiller à ce que les règlements et les politiques qui s'appliquent aux étudiants et aux chercheurs étrangers soient rigoureux, sans pour autant contrecarrer l'avantage concurrentiel du Canada. Dans ses présentations prébudgétaires successives, l'UBC a mis en évidence le bassin de talent inexploité que forment les jeunes Autochtones du Canada. Même si la cohorte de jeunes dans les collectivités autochtones affiche la croissance la plus rapide, le nombre d'Autochtones qui font des études postsecondaires est lamentablement bas. Par contre, le taux de scolarisation des étudiants autochtones s'améliore. Durant la dernière année scolaire, l'UBC a admis 119 nouveaux étudiants autochtones. Il s'agit du nombre d'admissions le plus élevé à ce jour dans ce segment de la population étudiante. Cette année, 12 étudiants autochtones ont reçu leur diplôme de la faculté de médecine de l'UBC. Là encore, il s'agit d'un record. Mais, bien que le taux de scolarisation augmente et que des histoires de réussite se révèlent de plus en plus, il reste beaucoup à faire. Nous comprenons que cette question doive faire l'objet d'un examen plus approfondi, qui fera intervenir un large spectre d'intervenants. L'UBC et les institutions partenaires sont prêtes à collaborer avec ces intervenants afin de leur faire connaître les pratiques exemplaires et les leçons apprises, et de leur donner des suggestions pour faire avancer ce dossier.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Nous savons que la productivité est un défi récurrent auquel est confrontée l'économie canadienne. Le gouvernement fédéral a eu la prévoyance de commander le rapport Jenkins et étudie en ce moment les recommandations de M. Jenkins et des membres du groupe d'experts. Dans le rapport Jenkins, on mentionne que les universités de recherche jouent un rôle crucial dans la capacité d'innovation de notre pays, parce qu'elles produisent des personnes hautement qualifiées et parce qu'elles sont le siège de la recherche fondamentale, qui génère des technologies perturbatrices, sur lesquelles s'appuie une économie de l'innovation dynamique. Nous espérons continuer à collaborer avec le gouvernement et le secteur privé, et contribuer à l'examen et la mise en œuvre des recommandations du groupe d'experts. Pour arriver à instaurer une économie de l'innovation, il ne faut pas oublier l'importance de resserrer la collaboration entre le secteur privé, le gouvernement et nos universités de recherche de premier plan. Le rapport Jenkins explique combien cette interaction – la collaboration et l'interconnectivité du secteur privé, du gouvernement et des établissements postsecondaires – est essentielle au développement d'une économie de l'innovation au Canada. Afin de surmonter ce défi, le gouvernement doit offrir des programmes aux petites et moyennes entreprises (PME), qui constituent la majeure partie du secteur privé au Canada. Les PME éprouvent beaucoup de difficultés à embaucher des personnes qui ont fait des études supérieures – plus précisément, des personnes talentueuses, qui font progresser la productivité et l'innovation. À ce titre, les programmes devraient appuyer les efforts déjà entrepris pour instruire et appuyer les personnes qui sont des catalyseurs d'innovation, et y sont réceptives. Des programmes comme Mitacs-Accelerate ou entrepreneurship@UBC sont des exemples qui illustrent très bien comment les établissements postsecondaires sont à même de faciliter l'interaction entre les

talents, dans le milieu universitaire – chercheurs et étudiants – et le secteur privé. Cela est particulièrement vrai pour les PME, qui n’ont pas nécessairement accès à du capital actif pour investir dans la recherche et le développement ou le développement de talents. Ces programmes sont une passerelle essentielle, qui relie les besoins de l’industrie et les talents porteurs d’innovation. L’amélioration des relations et des partenariats entre les universités et le secteur privé augmentera la productivité dans le secteur des affaires et profitera à l’économie canadienne dans son ensemble.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les Canadiens de tous les secteurs et de tous les domaines professionnels ressentent, à divers degrés, l’impact du ralentissement économique mondial. Les personnes qui possèdent des compétences polyvalentes et sont capables de s’adapter à des milieux dynamiques sont plus aptes à traverser un climat économique de plus en plus instable et imprévisible. Inversement, celles qui n’ont pas ces compétences et ces aptitudes ont du mal à le faire. De nombreux rapports et observateurs s’accordent pour dire que ce qui permet à une personne de résister à une période de grande incertitude, voire, d’en tirer profit, c’est, avant tout, l’éducation. L’Étude économique du Canada 2012 de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) souligne la valeur de l’éducation pour tous les Canadiens. D’après le rapport, les investissements dans l’éducation peuvent apporter des avantages socio-économiques importants, y compris « une rémunération supérieure, une satisfaction accrue au travail, des périodes de chômage réduites et, enfin, une santé et une qualité de vie supérieures ». L’éducation ne profite pas seulement à l’individu; une éducation et une formation adéquates constituent l’élément clé d’un environnement propice à l’innovation; « Le Canada devra pouvoir s’appuyer sur une main-d’œuvre disposant à la fois de compétences pluridisciplinaires et de compétences de haut niveau plus développées ». Le rapport publié récemment par Tom Jenkins abonde dans le même sens. On y lit que, [p]our assurer l’avenir du Canada en tant qu’économie fondée sur l’innovation, il faut pouvoir compter sur un bassin suffisant de personnes talentueuses, instruites et entrepreneuriales. Les établissements publics d’enseignement postsecondaire (les universités, les collèges communautaires, les cégeps et les collèges polytechniques) qui forment les innovateurs et ceux qui soutiennent les activités d’innovation sont la principale source de ces talents ». Et la valeur de l’éducation, en particulier l’enseignement postsecondaire, augmente. Dans un rapport récent du British Columbia Business Council, on estime que les trois quarts de toutes les possibilités d’emploi offertes dans la présente décennie exigeront une formation postsecondaire de quelque forme que ce soit, et que le tiers de l’ensemble des nouveaux emplois exigera un diplôme universitaire. Trop souvent, les apprenants de première génération, les personnes à faible revenu et plusieurs membres des Premières Nations décident de ne pas poursuivre d’études postsecondaires, parce qu’ils ne comprennent pas tout à fait tous les avantages qu’ils en retireront. Cela fait du tort au Canada ou à notre économie. Collectivement, nous devons amener un plus grand nombre de jeunes Canadiens à entreprendre des études postsecondaires, peu importe lesquelles, qu’elles procurent un diplôme en mécanique automobile ou un doctorat en génie mécanique. Encourager les Canadiens, en particulier ceux qui, traditionnellement, ne font pas d’études supérieures, sera profitable au Canada et aux Canadiens, aujourd’hui et pour les années à venir.

